

note d'

information

07.01
JANVIER

www.education.gouv.fr

Les effectifs inscrits dans l'enseignement supérieur français s'élèvent en 2005 à 2 275 000 étudiants. Ils ont progressé très faiblement en 2005 (+ 0,2 %). Le nombre d'étudiants français a diminué. Les étudiants étrangers, malgré une croissance plus faible que les années précédentes, expliquent donc à eux seuls cette hausse globale. La faible augmentation des effectifs dans l'enseignement supérieur tient en particulier aux baisses des inscriptions dans les universités. L'Île-de-France (hors Paris) est particulièrement touchée puisque les effectifs y diminuent de plus de 1 %. La population des étudiants est caractérisée par une forte féminisation. Néanmoins, la part des femmes, de même que l'origine sociale des étudiants, sont très hétérogènes selon les formations.

Les effectifs d'étudiants dans le supérieur en 2005

À la rentrée 2005, 2 275 044 étudiants sont inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur de France métropolitaine ou des DOM (*tableau 1*). Par rapport à 2004, les effectifs ont augmenté de 0,2 %, ce qui correspond à la plus faible hausse depuis 2002. Le ralentissement amorcé en 2004 se poursuit donc (+ 0,6 % en 2004, + 2,2 % en 2003) malgré la reprise de la hausse du nombre de bacheliers à la session de juin 2005 (+ 1,7 % après - 0,9 % en 2004) (*graphique 1*).

En 2005, 49,2 % d'une génération accède à l'enseignement supérieur¹. Ce taux avait baissé en 2004 (48,5 % après 49,1 % en 2003) principalement sous l'effet de la diminution du nombre de bacheliers. La nouvelle augmentation de ces derniers en 2005 permet une élévation du taux d'accès. Un tiers d'une génération s'inscrit dans l'enseignement supérieur après l'obtention d'un baccalauréat général (*graphique 2*) et, en particulier, 17,0 % proviennent d'une série scientifique. Respectivement, 13,5 % et 2,6 % y accèdent en étant titulaires d'un baccalauréat technologique et professionnel. Plus d'un quart d'une génération effectue sa première année dans l'enseignement supérieur dans une université (*graphique 3*) contre 12,0 % en STS et 4,6 % en CPGE.

1. Indicateur synthétique estimé selon la méthode présentée dans la *Note d'Information 05.31*, « Les effectifs d'étudiants dans le supérieur en 2004 », MEN-DEP, novembre 2005.

Les étudiants étrangers compensent la baisse des effectifs d'étudiants français

La diminution du nombre d'étudiants français en 2005 (- 0,2 % après + 0,1 % en 2004) explique pour moitié la baisse de la croissance des effectifs de l'enseignement supérieur. Les étudiants étrangers continuent d'être de plus en plus nombreux mais leur augmentation est moins forte qu'en 2004 (+ 3,7 % après + 4,6 %). Ces augmentations du nombre d'étudiants étrangers – plus modestes depuis deux ans –, font suite à des années de hausses soutenues (+ 12,0 % en moyenne annuelle entre 2000 et 2003). Depuis 2001, le nombre d'étudiants étrangers a augmenté de près de 35 % et contribue pour 3,2 points à la croissance totale de 5,1 % des effectifs de l'enseignement supérieur (*tableau 2*). La part des étrangers a progressé de 2,5 points sur cette période pour atteindre 11,6 % des effectifs de l'enseignement supérieur. Les quatre cinquièmes des étudiants étrangers sont inscrits à l'université (hors IUT et formations d'ingénieur). Les effectifs continuent d'y augmenter mais à un rythme plus faible (+ 4,5 % en 2004, + 3,3 % en 2005 contre + 8,8 % en moyenne depuis 2000). La part des étudiants étrangers par rapport au total des effectifs universitaires n'a

Tableau 1 – Effectifs de l'enseignement supérieur
France métropolitaine + DOM

Type d'établissement	Effectifs							Part des femmes (%)
	1990-1991	1995-1996	2001-2002	2002-2003	2003-204	2004-2005	2005-2006	2005-2006
Universités et assimilés (y compris IUT et formations d'ingénieurs) - dont disciplines générales et de santé (hors IUT et formations d'ingénieurs)	1 159 937	1 458 715	1 374 364	1 392 531	1 425 665	1 424 536	1 421 719	56,6
Écoles normales d'instituteurs (post-bac), CREPS	16 500	-	-	-	-	-	-	-
IUFM	-	86 068	84 009	89 062	85 808	83 622	81 565	69,0
IUT	74 328	103 092	118 043	115 465	113 722	112 395	112 597	38,8
STS et assimilés	199 333	226 254	236 824	235 459	234 195	230 275	230 403	49,7
Écoles paramédicales et sociales hors université (a)	74 435	90 658	102 861	111 191	119 456	124 201	124 201	83,6
Formations d'ingénieurs (b)	57 653	79 780	99 260	102 407	104 922	107 219	108 057	24,6
- universitaires	10 545	17 532	23 760	25 240	24 855	25 759	25 606	25,6
- non universitaires	47 108	62 248	75 500	77 167	80 067	81 460	82 451	24,3
Écoles de commerce reconnues à diplôme visé	19 472	28 342	45 237	48 040	55 894	60 624	65 116	48,3
CPGE et préparations intégrées	68 392	72 497	74 162	75 338	75 324	76 456	77 848	41,2
Grands établissements	15 536	16 825	15 856	16 872	18 655	25 603	25 944	56,3
Écoles normales supérieures	2 675	3 051	2 968	3 044	3 104	3 122	3 191	38,6
Écoles vétérinaires	2 073	1 985	2 569	2 594	2 474	2 263	1 993	68,2
Autres écoles ou formations	111 599	132 791	150 335	157 230	155 508	157 635	160 613	54,3
Ensemble (c)	1 717 060	2 179 434	2 163 902	2 208 421	2 256 150	2 269 797	2 275 044	55,8
Évolution n / n-1				2,1 %	2,2 %	0,6 %	0,2 %	

(a) Estimation pour 2001-2002 et chiffres 2004-2005 en 2005-2006.

Jusqu'en 1998, double compte avec certaines formations paramédicales universitaires ou en lycées (environ 3 000 étudiants en 1998).

(b) Y compris les formations d'ingénieurs en partenariat ("FIP", ex-NFI : nouvelles formations d'ingénieurs).

(c) Sans double compte des IUT et des formations d'ingénieurs dépendantes des universités.

Source : MEN-DEPP

Tableau 2 – Les principales contributions à la hausse observée entre 2001 et 2005

France métropolitaine + DOM

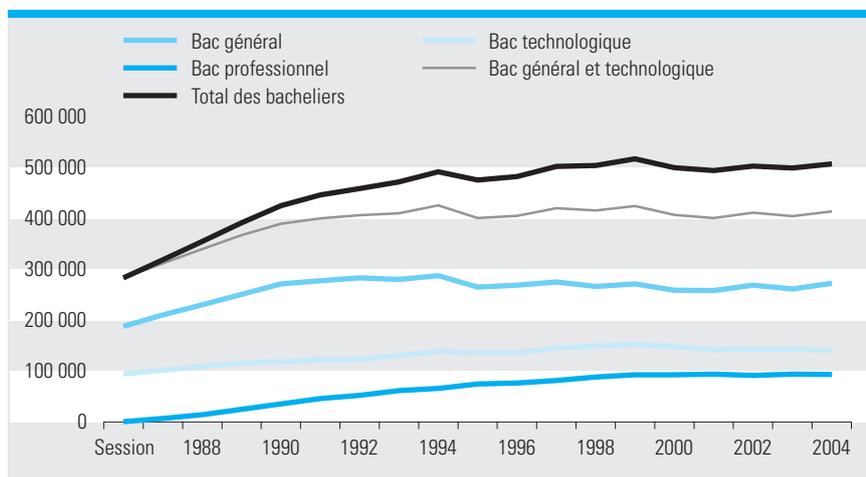
Formations du supérieur	2001	2005	Évolution 2001-2005 absolue	Évolution 2001-2005 relative (en %)	Contribution absolue
Filières générales des universités (hors formations d'ingénieurs et de santé)	1 121 262	1 107 303	- 13 959	- 1,2	- 0,6
dont étudiants étrangers	136 939	191 559	54 620	39,9	2,5
Formations de santé universitaires (*)	111 299	176 213	64 914	58,3	3,0
dont étudiants étrangers	10 515	21 675	11 160	106,1	0,5
Formations paramédicales et sociales	102 861	124 201	21 340	20,7	1,0
Filière des grandes écoles	240 052	282 149	42 097	17,5	1,9
IUT et STS	354 867	343 000	- 11 867	- 3,3	- 0,5
Autres formations - IUFM	233 561	242 178	8 617	3,7	0,4
Ensemble du supérieur	2 163 902	2 275 044	111 142	5,1	5,1
dont nouveaux bacheliers	401 908	414 915	13 007	3,2	0,6
dont étudiants étrangers	196 748	265 039	68 291	34,7	3,2

(*) Seulement les étudiants préparant un diplôme habilité nationalement.

Source : MEN-DEPP

Graphique 1 – Effectifs de bacheliers

France métropolitaine + DOM



Source : MEN-DEPP

cessé d'augmenter pour atteindre 15,6 % actuellement. Ce sont dans les grands établissements (24,6 %), les instituts nationaux polytechniques-INP (18,5 %), les universités de technologie (18,1 %) et les écoles d'architecture (17,0 %) que ces proportions sont les plus importantes. À l'inverse, les étrangers sont très peu nombreux dans les IUFM (0,9 %) pour des raisons légales, en STS (3,5 %), en CPGE (4,0 %) et en IUT (5,9 %).

Les effectifs à l'université sont stables pour la seconde année consécutive

Après une première stagnation des effectifs en 2004 à l'université y compris formations d'ingénieurs universitaires et IUT (- 0,1 %), la tendance se poursuit en 2005 (- 0,2 %). L'an dernier, cette évolution s'expliquait principalement par un changement de statut : Paris IX quittait le champ de l'université et devenait un grand établissement. À champ constant, les effectifs universitaires progressaient au même rythme que pour l'ensemble de l'enseignement supérieur. En 2005, le poids de l'université diminue de façon effective (- 0,3 point pour s'établir à 62,5 %).

Au sein de l'université, les effectifs dans les disciplines de santé croissent à un rythme

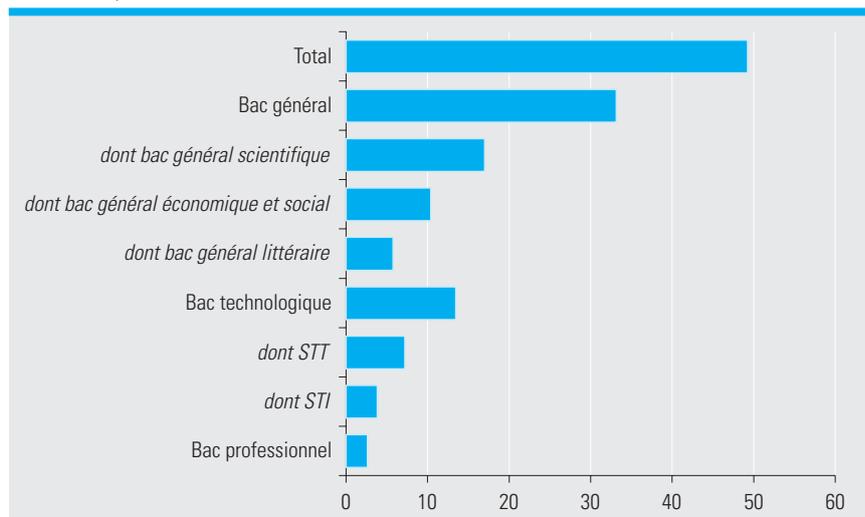
particulièrement soutenu (+5,9%), et principalement en première année, confirmant les hausses constatées depuis plusieurs années qui sont plus importantes que l'augmentation des *numerus clausus*. En revanche, les effectifs en STAPS et AES diminuent fortement (respectivement -7,9% et -9,1%). Les inscriptions en lettres, sciences humaines ainsi qu'en sciences chutent également. Néanmoins, ces évolutions, discipline par discipline, sont difficiles à analyser du fait de la création des cursus pluridisciplinaires lors du passage au LMD. Depuis une dizaine d'années, la structure des étudiants par cycle a été fortement modifiée (graphique 4). En 1995, le premier cycle représentait 49,9% des inscrits à l'université contre 14,9% pour le troisième cycle. En 2005, ces taux sont respectivement de 43,6% et 20,0%. La part du deuxième cycle a augmenté jusqu'en 2003 (passant de 37,0% en 2000 à 37,5% en 2003) et diminué ensuite (36,4% en 2005). Cette année, la tendance s'est accélérée puisque le deuxième cycle a perdu 0,7 point (contre -0,4 point en 2004) et le troisième cycle a gagné 1,1 point (contre +0,5 point en 2004). Contrairement aux étudiants de nationalité française dont le nombre décroît avec le niveau d'étude, les étudiants étrangers se répartissent pour un tiers dans chacun des trois cycles de formation.

Le dynamisme des grandes écoles

Depuis les années 90, les effectifs dans les filières des grandes écoles (c'est-à-dire les classes préparatoires intégrées, les CPGE, les écoles d'ingénieurs, les écoles vétérinaires, les écoles de commerce reconnues à diplôme visé, les écoles normales supérieures et les autres grands établissements) ont progressé de façon soutenue. À partir de 2004, la croissance est plus modérée mais reste conséquente (+2,6% en 2004 en exceptant l'intégration de Paris IX, +2,5% en 2005). Durant ces dernières années, la croissance est tirée par les écoles de commerce reconnues à diplôme visé, notamment du fait de la progression du nombre d'écoles de ce type (73 en 2003, 80 en 2004, 83 en 2005). La hausse des inscriptions en formations d'ingénieurs en 2005

Graphique 2 – Décomposition du taux d'accès d'une génération à l'enseignement supérieur par série de baccalauréat

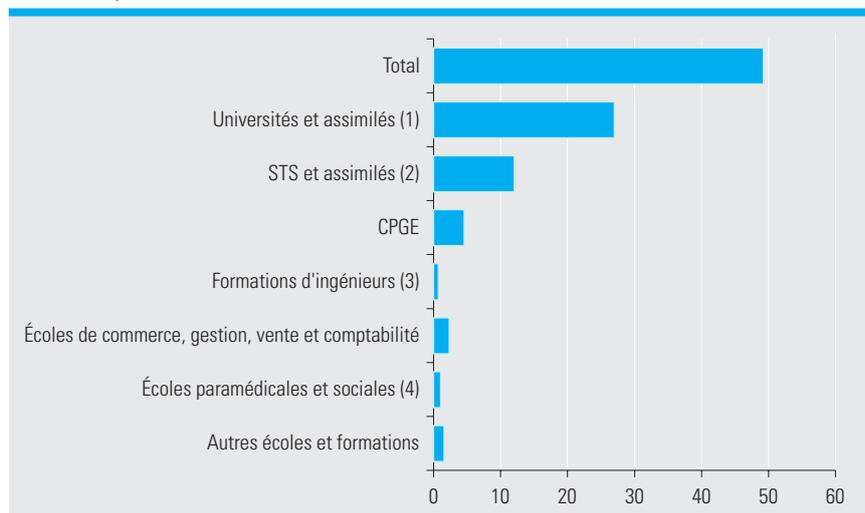
France métropolitaine + DOM



Source : MEN-DEPP

Graphique 3 – Décomposition du taux d'accès d'une génération à l'enseignement supérieur par type de formation

France métropolitaine + DOM



(1) Y compris les grands établissements, les UT, INP hors formations d'ingénieurs.

(2) Y compris les formations comptables, DSAA, DNTS.

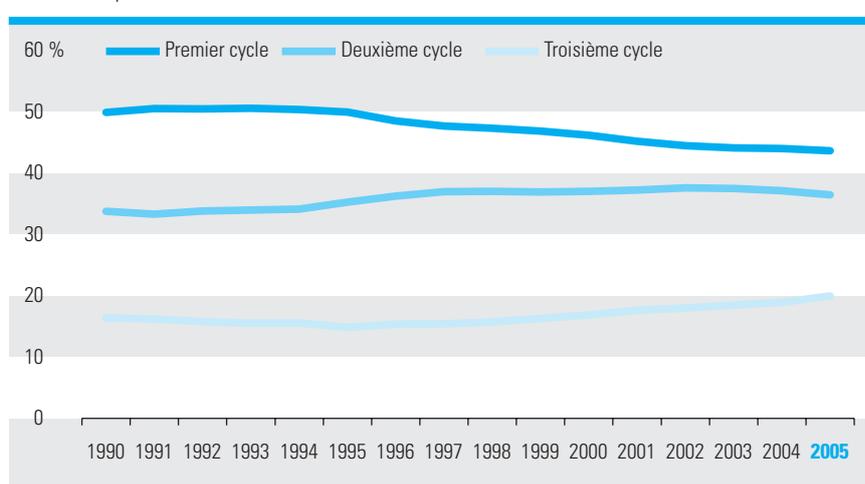
(3) Y compris nouvelles formations d'ingénieurs.

(4) Données 2004-2005 en 2005-2006.

Source : MEN-DEPP

Graphique 4 – Effectifs universitaires (hors IUT)

France métropolitaine + DOM



Source : MEN-DEPP

Tableau 3 – Poids des différentes filières du supérieur en 2005-2006
France métropolitaine + DOM

	Université (hors IUT et ingénieurs)	IUFM	Principales filières courtes				Filières grandes écoles (a)	Autres formations (b)	Ensemble
			STS	IUT	Écoles paramédicales et sociales	Ensemble			
Effectifs	1 283 516	81 565	230 403	112 597	124 201	467 201	282 149	160 613	2 275 044
%	56,4	3,6	10,1	4,9	5,5	20,5	12,4	7,1	100,0
Étudiants étrangers	200 054	752	8 136	6 590	1 231	15 957	28 466	19 810	265 039
%	75,5	0,3	3,1	2,5	0,5	6,0	10,7	7,5	100,0
Part des étrangers	15,6 %	0,9 %	3,5 %	5,9 %	1,0 %	3,4 %	10,1 %	12,3 %	11,6 %

(a) Filières grandes écoles : classes préparatoires intégrées, CPGE, écoles d'ingénieurs (y compris les écoles dépendantes des universités), écoles vétérinaires, écoles de commerce reconnues à diplôme visé, écoles normales supérieures et autres grands établissements.

(b) Ecoles d'art, d'architecture, établissements universitaires privés, écoles de commerce à diplôme non visé, autres établissements ou formations de spécialités diverses.

Lecture : à la rentrée 2005, 56,4 % des étudiants de l'enseignement supérieur sont inscrits à l'université, dont 75,5 % de ceux de nationalité étrangère.

Source : MEN-DEPP

est beaucoup plus faible que pour les années précédentes (+ 0,8 % contre + 2,6 % en moyenne entre 2001 et 2004). Ce ralentissement tient principalement à la baisse des effectifs en écoles d'ingénieurs universitaires (- 0,6 %) qui fait suite à la forte hausse de 2004 (+ 3,6 %). Les formations d'ingénieurs non universitaires continuent d'attirer de nouveaux étudiants (+ 1,2 %) mais la croissance est moins forte que pour les années précédentes (+ 1,6 % en 2004 et + 3,9 % en 2003). Le nombre d'inscrits est particulièrement élevé dans les universités de technologie (+ 7,2 %), dans les écoles publiques hors ministère de l'Éducation nationale (+ 1,6 %) et dans les écoles privées (+ 1,6 %). En revanche, il diminue dans les écoles publiques MEN (- 0,4 %). Le nombre d'étudiants en écoles vétérinaires baisse depuis trois ans. La chute est d'année en année plus importante (- 11,9 % après - 8,5 % en 2004 et - 4,6 % en 2003) ce qui contribue au ralentissement du total des effectifs dans les grandes écoles. Le nombre d'étudiants en classes préparatoires continue de progresser tant dans les lycées publics (+ 2,4 %) que dans les lycées privés (+ 1,6 %).

Stabilisation des formations courtes

Les effectifs en STS comme en IUT ont baissé régulièrement depuis 2000 (respectivement - 3,6 % et - 5,6 %). En 2005, les effectifs recommencent à croître mais de façon très modérée (+ 0,1 % et + 0,2 %). Le nombre de composantes universitaires délivrant des DUT est stable dans le temps (188 en 2005 contre 182 en 2000). Les inscriptions

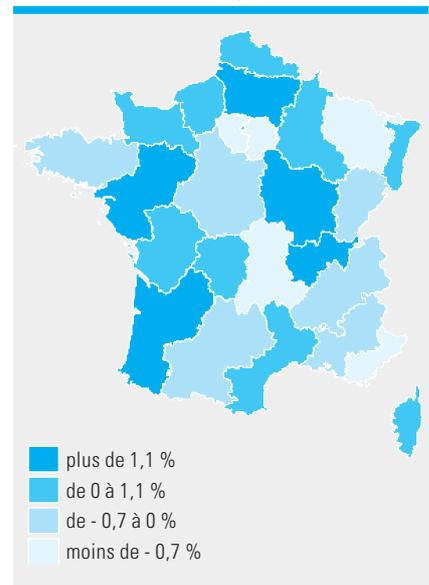
en formations paramédicales et sociales, faute de données disponibles en 2005, sont estimées au même niveau qu'en 2004. Toutefois, la tendance pour ces formations semble ces dernières années à la hausse : les effectifs y ont progressé de plus de 30 % depuis 2000. La croissance en 2004 y était de + 3,5 % pour les écoles paramédicales et + 5,4 % pour les écoles préparant aux fonctions sociales. Dans l'hypothèse où ces formations paramédicales et sociales augmenteraient en 2005 au même rythme qu'en 2004, l'ensemble des formations courtes progresserait alors de 1,1 %.

Les formations d'enseignement supérieur restantes constituent un groupe hétérogène. Les effectifs des IUFM baissent pour la troisième année consécutive. Ceux des établissements universitaires privés augmentent fortement comme en 2004 (+ 7,5 % après + 9,8 %) après quatre années de baisse, 21 300 personnes y étudient. Le nombre d'écoles de commerce à diplôme non visé diminue (137 en 2005 contre 147 en 2004). La taille des établissements quant à elle augmente. Au final, les effectifs en écoles de commerce à diplôme non visé stagnent. Le nombre d'inscriptions dans les écoles de journalisme ou littéraires progresse de façon modérée (+ 1,4 %) tandis que ceux dans les écoles juridiques et administratives diminuent (- 2,5 %).

Baisse des effectifs en Île-de-France

Le ralentissement global des effectifs de l'enseignement supérieur français s'explique principalement par la diminution

Évolution du nombre d'inscriptions dans l'enseignement supérieur entre les rentrées 2004 et 2005 par académie



Source : MEN-DEPP

du nombre d'inscrits en Île-de-France (tableau 4) après des hausses continues depuis de nombreuses années. L'Île-de-France pèse pour plus d'un quart des effectifs totaux et contribue négativement pour 0,1 point à la croissance globale des effectifs. Néanmoins, à Paris, les effectifs continuent d'augmenter (+ 0,6 %) alors qu'ils baissent de plus de 1,0 % dans les académies de Versailles et de Créteil. Le poids des académies de Versailles et Créteil dans l'ensemble de l'Île-de-France (48,8 %) s'érode donc après avoir atteint un point haut en 2004 (49,2 %).

Les académies les plus dynamiques de métropole en 2005 sont celles de Corse, de Lyon et de Nantes où les effectifs croissent d'au moins 2,0 %. À l'inverse, outre Versailles et Créteil, ils diminuent fortement à Nancy, Clermont-Ferrand, Nice et Toulouse.

Tableau 4 – Répartition par académie des principales filières de l'enseignement supérieur en 2005-2006, évolution par rapport à 2004-2005
France métropolitaine + DOM

Académies	Universités hors IUT et ingénieurs		IUFM	Principales filières courtes				Filières grandes écoles (1)	Autres formations (2)	Total	
	effectifs 2005-06	dont 3 ^{ème} cycle		IUT	STS	Écoles paramédicales et sociales	Total			effectifs 2005-06	effectifs 2005-06
			effectifs 2005-06	effectifs 2005-06	effectifs 2005-06	effectifs 2005-06					
Aix-Marseille	67 250	15 024	3 551	4 019	9 613	5 160	18 792	8 665	4 352	102 610	-0,6
Amiens	18 203	3 604	2 248	2 686	6 211	4 299	13 196	5 573	1 808	41 028	1,2
Besançon	17 975	2 947	1 603	2 204	4 639	2 246	9 089	3 343	1 216	33 226	-0,6
Bordeaux	62 720	12 615	3 871	5 087	10 404	5 780	21 271	9 800	5 052	102 714	1,5
Caen	21 842	3 857	1 572	2 701	4 757	2 842	10 300	2 830	909	37 453	0,9
Clermont-Ferrand	23 575	4 379	1 674	2 661	4 914	2 843	10 418	3 972	2 752	42 391	-0,9
Corse	3 423	683	313	366	517	330	1 213	107	266	5 322	3,8
Dijon	22 697	4 291	1 981	2 537	5 373	3 052	10 962	4 695	1 357	41 692	1,5
Grenoble	45 522	9 023	2 600	7 250	10 371	4 639	22 260	10 372	4 916	85 670	-0,3
Lille	84 796	13 259	6 796	8 065	18 672	10 219	36 956	18 436	10 005	156 989	0,1
Limoges	12 267	2 360	883	1 600	3 284	1 996	6 880	1 577	559	22 166	0,3
Lyon	85 922	17 839	4 392	6 684	11 623	6 953	25 260	21 998	13 246	150 818	2,0
Montpellier	59 040	12 599	3 464	3 834	10 031	4 611	18 476	6 266	5 297	92 543	0,7
Nancy-Metz	42 806	7 549	3 188	5 356	8 365	5 999	19 720	9 261	2 997	77 972	-0,8
Nantes	52 145	10 194	3 431	5 499	15 026	5 068	25 593	13 960	12 115	107 244	2,0
Nice	30 943	5 722	2 119	3 728	4 973	2 735	11 436	7 331	2 115	53 944	-0,8
Orléans-Tours	31 531	5 328	2 786	4 449	8 003	4 945	17 397	5 390	1 203	58 307	-0,2
Poitiers	27 451	5 807	1 977	3 110	5 382	2 761	11 253	4 704	874	46 259	0,8
Reims	18 155	2 815	1 759	3 129	5 557	2 363	11 049	6 249	2 232	39 444	0,8
Rennes	61 390	10 456	3 118	6 804	13 198	5 832	25 834	11 717	7 859	109 918	0,0
Rouen	26 500	4 590	2 306	3 748	5 633	3 633	13 014	7 177	1 674	50 671	0,8
Strasbourg	42 682	9 313	2 689	3 887	6 234	3 758	13 879	4 705	3 253	67 208	0,1
Toulouse	66 518	11 772	3 545	6 017	10 311	4 211	20 539	14 141	9 015	113 758	-0,7
Total province	925 353	176 026	61 866	95 421	183 091	96 275	374 787	182 269	95 072	1 639 347	0,4
Paris	167 189	48 727	4 991	2 065	15 657	10 045	27 767	56 566	50 434	306 947	0,6
Créteil	77 466	16 529	4 813	7 788	12 108	7 667	27 563	9 595	7 410	126 847	-1,4
Versailles	91 226	18 358	7 169	6 752	13 163	7 842	27 757	32 348	6 987	165 487	-1,1
Total Île-de-France	335 881	83 614	16 973	16 605	40 928	25 554	83 087	98 509	64 831	599 281	-0,3
France métropolitaine	1 261 234	259 640	78 839	112 026	224 019	121 829	457 874	280 778	159 903	2 238 628	0,2
Guadeloupe	5 153	591	492	114	1 585	563	2 262	327	145	8 379	-2,2
Guyane	1 448	24	390	70	246	309	625	0	0	2 463	1,5
Martinique	5 119	300	537	58	1 700	499	2 257	391	295	8 599	4,2
La Réunion	10 562	697	1 307	329	2 853	1 001	4 183	653	270	16 975	1,1
Total DOM	22 282	1 612	2 726	571	6 384	2 372	9 327	1 371	710	36 416	1,1
France métr. + DOM	1 283 516	261 252	81 565	112 597	230 403	124 201	467 201	282 149	160 613	2 275 044	0,2

(1) Filières grandes écoles : classes préparatoires intégrées, CPGE, écoles d'ingénieurs (y compris les écoles dépendantes des universités), écoles vétérinaires, écoles de commerce reconnues à diplôme visé et écoles normales supérieures et autres grands établissements.

(2) Écoles d'art, d'architecture, établissements universitaires privés, écoles de commerce à diplôme non visé, autres établissements ou formations de spécialités diverses.

Source : MEN-DEPP

Une structure sociale hétérogène selon les établissements

Un tiers des étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur est issu d'une famille de cadre ou profession intellectuelle supérieure (tableau 5). Leur nombre est quasiment équivalent à ceux cumulés des enfants d'agriculteurs, d'artisans, commerçants, de chefs d'entreprise, d'ouvriers et de retraités ou inactifs. Dans les classes préparatoires, les INP ou les ENS, la part des enfants de cadres est largement supérieure à la moyenne de l'enseignement supérieur alors que les étudiants d'origine défavorisée sont très peu

nombreux : les enfants de cadres y représentent plus de 50 % des effectifs et ceux d'ouvriers sont compris entre 2 % et 6 %. Les étudiants en école de commerce sont, en comparaison des autres filières sélectives (ENS, écoles d'ingénieurs, CPGE), issus légèrement moins de familles de cadres (36 % contre respectivement 57 %, 51 % et 43 %) alors que les enfants d'artisans, commerçants, chefs d'entreprise y sont surreprésentés (13 % contre 10 % en moyenne, 5 % en ENS, 9 % en INP). Les enfants d'ouvriers y sont quasiment absents (2 %). À l'inverse, les étudiants d'origine plus modeste sont en proportion plus nombreux en STS, formations comptables, et écoles paramédicales et sociales.

Taux de féminisation de l'enseignement supérieur stable depuis 2001

De 1999 à 2001, la part des femmes parmi les étudiants a progressé de 0,8 point pour atteindre 55,4 %. Depuis, elle s'est pratiquement stabilisée pour atteindre 55,8 % en 2005 (tableau 1). Les établissements les plus féminisés sont les écoles paramédicales et sociales (respectivement 85,0 % et 79,5 % de femmes), les IUFM (69,0 %) et les formations comptables (56,9 %). En revanche, elles sont largement sous-représentées dans les écoles d'ingénieurs (24,6 %) et, en particulier, les nouvelles formations d'ingénieurs

Tableau 5 – Répartition en 2004 des étudiants français selon la PCS du chef de famille (en %)
France métropolitaine + DOM

	Agriculteurs, artisans, commerçants et chefs d'entreprise	Cadres et professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités et inactifs	Non renseigné
Universités	9	32	16	13	11	11	9
Disciplines générales et de santé	8	32	15	13	10	12	9
IUT	11	27	19	16	15	8	4
Grands établissements	10	47	7	6	3	9	18
IUFM	8	25	15	11	11	14	16
STS	13	14	16	17	22	13	5
CPGE	10	51	14	8	5	7	4
Formations comptables non universitaires	12	14	16	17	22	13	6
Université de technologie	9	47	19	7	7	6	4
INP	9	52	15	8	6	8	2
Autres formations d'ingénieurs non universitaires (1)	11	43	12	7	4	5	18
Écoles de commerce, gestion, vente et comptabilité	13	36	9	6	2	5	30
Établissements privés d'enseignement universitaire	12	34	10	7	5	9	24
Écoles normales supérieures (ENS)	5	57	7	5	2	5	19
Écoles supérieures artistiques et culturelles (2)	12	29	10	8	4	5	31
Écoles paramédicales et sociales (3)	14	22	16	24	21	3	0
Autres écoles et formations (4)	12	23	11	10	7	7	29
Total	10	30	15	13	11	10	10

(1) Y compris les formations d'ingénieurs en partenariat.

(2) Y compris écoles supérieures d'architecture, de journalisme et de communication.

(3) Pour la santé : poids calculés sur les nouveaux entrants ; pour le social : poids de 2002.

(4) Groupe non homogène (écoles vétérinaires, autres écoles dépendant d'autres ministères, etc.).

Source : MEN-DEPP

(10,4 %). Elles sont également peu nombreuses dans les écoles normales supérieures (38,6 %).

Jérôme Fabre, DEPP C1

Pour en savoir plus

« Les étudiants inscrits dans les 83 universités publiques françaises en 2005 », *Note d'Information* 06.24, MEN-DEPP, août 2006.

« Les classes préparatoires aux grandes écoles – Année 2005-2006 », *Note d'Information* 06.23, MEN-DEPP, août 2006.

« Résultats provisoires du baccalauréat – France métropolitaine et DOM – Session de juin 2006 », *Note d'Information* 06.21, MEN-DEPP, juillet 2006.

« Les effectifs de l'enseignement supérieur de 1990-1991 à 2005-2006 », *Tableaux statistiques* n° 7009, MEN-DEPP.

« L'enseignement supérieur : grandes évolutions depuis quinze ans », *Éducation & formations* n° 67, MEN-DEP, mars 2004.

Les étudiants étrangers en France, Les Dossiers, n° 153, MEN-DEP, juin 2004.

Définitions

Enseignement court et enseignement long

Les bacheliers qui entrent dans l'enseignement supérieur peuvent théoriquement choisir entre un enseignement supérieur long assuré par l'université et les grandes écoles, et des formations courtes à orientation plus pratique et professionnelle. L'enseignement supérieur long « ouvert » est organisé, dans les disciplines générales de l'université, en trois cycles d'études successifs, sanctionnés chacun par des diplômes nationaux. Pour les études de santé (médecine, chirurgie dentaire et pharmacie), un *numerus clausus* intervient en fin de première année. L'accès aux grandes écoles se fait soit sur concours dont la préparation est assurée principalement dans les classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE), en premier cycle universitaire (DEUG, DUT) ou dans les grandes écoles elles-mêmes, soit sur dossier pour les diplômés de l'université. L'enseignement supérieur court regroupe essentiellement les sections de techniciens supérieurs (STS), les instituts universitaires de technologie (IUT) et les formations paramédicales et sociales. Chacune de ces filières soumet les entrants potentiels à une sélection.

Le taux d'accès d'une génération à l'enseignement supérieur

La méthode permettant d'évaluer le taux d'accès d'une génération à l'enseignement supérieur reprend le principe de génération fictive utilisé notamment pour calculer la part des bacheliers dans une génération. Plutôt que de suivre une cohorte, cette proportion est estimée à partir de l'âge des nouveaux bacheliers entrant dans l'enseignement supérieur l'année n rapporté au nombre total d'individus du même âge.

Profession et catégorie sociale

Nomenclature INSEE (1989). Les agriculteurs ont été ajoutés aux artisans, commerçants, chefs d'entreprise en raison de leurs faibles effectifs.